

COMMUNIQUE REGIONAL UNITAIRE

CGT – FO – FSU – Solidaires – UNEF – FIDL – UNL d'Île-de-France

Une seule solution... poursuivons !

Massive, dynamique, combative, revendicative, la manifestation nationale unitaire du 14 juin a été une très grande réussite. Les salariés, les sans-emplois, les jeunes, les étudiants étaient venus en nombre et le cortège de la région Île-de-France était une nouvelle fois impressionnant.

Malheureusement, cette grande réussite a été entachée par des violences inadmissibles n'ayant rien à voir avec la lutte contre la loi travail. Encore une fois nos organisations syndicales n'ont pu manifester jusqu'au terme de la manifestation pourtant déposée, et ont été noyées sous les nuages de gaz lacrymogènes. Nos organisations condamnent sans ambiguïté ces violences qui ont émaillé les abords de la manifestation bien loin de notre service d'ordre qui une fois encore a joué tout son rôle en assurant, du mieux possible le bon déroulement du cortège et la sécurité des manifestants.

Il est insupportable que niant la responsabilité de l'état devant garantir les bonnes conditions d'exercice du droit de manifester, le Premier ministre préfère polémique et menacer !

Il est inadmissible que Manuel Valls assimile, comme il l'a fait, les manifestants à ceux qu'il qualifie de casseurs et rejette sa propre responsabilité sur les organisations syndicales en leur imputant le climat social qui se détériore.

Il veut interdire les manifestations ! Comme si en muselant la contestation, il réglait le problème !

Il n'y a qu'une façon de régler la tension dont lui et son gouvernement sont responsables : retirer le projet de loi et négocier ... enfin !

Comment peut-il continuer de mépriser ainsi l'expression de millions de salarié-e-s, de privé-e-s d'emplois, de jeunes et de retraité-e-s, tandis que le président lui reste silencieux, comme si rien ne se passait ?

Comment peuvent-ils refuser le dialogue que demandent les organisations depuis des mois : Retrait d'un projet de loi dangereux pour les salariés et ouverture de négociations pour l'obtention de nouveaux droits.

Dans ce contexte ; et toujours pour se faire entendre, nos organisations appellent à poursuivre les actions revendicatives (comme les votations citoyennes que nous organiserons en Île-de-France) et à participer massivement aux journées de mobilisation nationales les 23 et 28 Juin prochains :

- Le jeudi 23 juin de Bastille à Nation à 14 heures (grèves et manifestation)
- Le mardi 28 juin, jour du vote au Sénat, 14h de Nation à Place d'Italie.

Nous ne céderons pas aux intimidations et manifesterons de toute façon. Il faut défendre la démocratie, le droit de manifester, de revendiquer.



Montreuil le 16 juin 2016